

L'année 2024 a été riche en rebondissements politiques : la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République après une élection européenne ; le dégagement d'une majorité sénatoriale face à une Assemblée nationale fragmentée ; un Président de la République triplement isolé (Gouvernement, Assemblée nationale et Sénat) et, par-dessus tout, deux réceptions « forcées » de démissions gouvernementales par le Président de la République à seulement quelques mois d'intervalle : l'une, politiquement obligatoire, à la suite de la recomposition des membres de l'Assemblée nationale en juin et juillet 2024, l'autre, juridiquement imposée, après le vote d'une motion de censure provoquée par l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

Ces deux démissions ont entraîné une situation institutionnelle particulière : celle de gouvernements démissionnaires (par opposition au Gouvernement ordinaire, c'est-à-dire, de plein exercice). Ce contexte inédit explique donc que la Commission de la Jeune Recherche constitutionnelle veuille y consacrer sa prochaine journée décentralisée.

Deux axes structurent les interrogations et réflexions autour des gouvernements démissionnaires.

Un axe, d'abord, centralisé autour de leur *dimension organique*. Outre les aspects terminologiques et historiques, cet axe vise à déterminer si des ministres démissionnaires peuvent être, également, élus de la Nation en exercice. Durant l'été 2024, certains ministres démissionnaires ont en effet participé à des votes importants, comme l'élection de la présidente de l'Assemblée nationale et ont obtenu d'éminentes fonctions, comme la présidence d'un groupe politique. A bien des égards, cette double identité interroge leur compatibilité, si ce n'est même leur légitimité, au regard du principe de séparation des pouvoirs.

Un axe, ensuite, dédié à la *dimension matérielle* des gouvernements démissionnaires. Puisque le Président de la République n'est pas contraint par des délais pour nommer un successeur à Matignon, le gouvernement juridiquement démissionnaire a la charge de l'expédition des affaires courantes. Cette notion, source de nombreux débats, fait l'objet de riches discussions et oppositions, auxquelles cette journée propose d'apporter des éléments de compréhension.

Organisée autour de tables-rondes et de débats, cette journée sera animée par les riches contributions de plusieurs intervenants, Professeur(e)s de droit, Maîtresses et Maîtres de conférences et autres spécialistes du droit parlementaire.



Journée décentralisée



LE GOUVERNEMENT DÉMISSIONNAIRE

Identité(s) et pratiques constitutionnelles

AMIENS

13 NOVEMBRE 2025

Journée décentralisée de la Commission de la Jeune Recherche
Constitutionnelle,

Organisée par **Léa Pougnet**, ATER en droit public, UPEC/MIL et **Adrièle Jestin**, ATER en droit public, UPJV/CURAPP-ESS

Participation gratuite à la journée sur inscription
Merci d'indiquer votre présence à l'adresse suivante :
lea.pougnet@gmail.com et/ou adriele.jestin@u-picardie.fr

Logis du Roy
Square Jules Bocquet
Amiens



LE GOUVERNEMENT DÉMISSIONNAIRE
Identité(s) et pratiques constitutionnelles

8h30 **Accueil des intervenant(e)s et du public**

9h00 **Mots d'accueil**

9h15 **Propos introductifs**
Julien Bonnet, Président de l'AFDC
Kassandra Goni, Présidente de la CJRC
Elysée Hator, ATER en droit public à l'Université Paris-Saclay

9h30-12h30 **Première partie. Le Gouvernement démissionnaire, questions organiques**

9h30-10h45 **1^{ère} table ronde. Les gouvernements démissionnaires en France : approches terminologiques et historiques**

Présidence : **Benjamin Lecoq-Pujade**, Professeur à l'Université de Strasbourg

Sacha Sydoryk, Maître de conférences à l'Université de Picardie
Marie Cretin Sombardier, Maître de conférences à l'Université Paris-Est Créteil

10h45-11h00 **Pause-café**

11h00-12h30 **2^{ème} table ronde. (In)compatibilité des fonctions de parlementaire et de ministre démissionnaire**

Présidence : **Jean-Pierre Camby**, Professeur associé de l'Université Versailles Saint-Quentin

Dominique Rousseau, Professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Jean-Philippe Derosier, Professeur à l'Université de Lille

12h30-14h00 **Déjeuner**

14h00-17h00 **Seconde partie. Le Gouvernement démissionnaire, dimensions matérielles**

14h00-15h15 **3^{ème} table-ronde. L'(in)saisissabilité des affaires « courantes » en France ?**

Présidence : **Philippe Blachère**, Professeur à l'Université Lyon III

Priscilla Jensel-Monge, Maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille
Audrey de Montis, Maître de conférences à l'Université de Rennes
Gauthier Mellot, ATER à l'Université Paris-Nanterre

15h15-15h30 **Pause-café**

15h30-16h45 **4^{ème} table-ronde. L'expédition des affaires « courantes » : approches comparatives**

Présidence : **Jean de Saint-Sernin**, Maître de conférences à l'Université Paris-Nanterre

Francis Delpérée, Professeur à l'Université UCLouvain, Belgique
Thierry Di Manno, Professeur à l'Université de Toulon
Xavier Philippe, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

16h45-17h00 **Propos conclusifs** présentés par **Georges Bergougous**, Professeur associé à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

